

**Assemblée générale**

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale
12 décembre 2018
Français
Original : anglais

Deuxième Commission**Compte rendu analytique de la 10^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 12 octobre 2018, à 10 heures

Président : M. Skinner-Klée Arenales (Guatemala)
puis : M. Braquetti (Vice-Président) (Monaco)

Sommaire

Point 26 de l'ordre du jour : développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 26 de l'ordre du jour : Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition (A/73/69-E/2018/47, A/73/287 et A/73/293)<https://undocs.org/A/73/69-E/2018/47>

1. **M^{me} Chatterjee** (Chef du Service des océans et du climat de la Division du développement durable du Département des affaires économiques et sociales) introduit les rapports du Secrétaire général sur le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition (A/73/293) et sur les activités organisées pendant l'Année internationale des légumineuses (2016) (A/73/287) et dit que les rapports insistent sur le rôle central de la sécurité alimentaire et de l'alimentation équilibrée dans la réalisation de l'objectif de développement durable n° 2 et de nombreux autres objectifs de développement durable et examinent la façon dont les gouvernements nationaux, les institutions mondiales et les parties prenantes réorganisent leurs réflexions stratégiques sur la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

2. Après une longue période de recul, la faim dans le monde semble à nouveau gagner du terrain : environ une personne sur neuf a souffert de sous-nutrition en 2017. Il n'est pas encore possible de déterminer s'il s'agit d'une anomalie aiguë mais temporaire. Le nombre de personnes exposées à une situation de crise d'insécurité alimentaire dans le nord-est du Nigéria, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen a augmenté de cinq millions en 2018 malgré l'ampleur de la réponse humanitaire, qui a été essentielle pour éviter la famine et sauver des vies, mais qui n'a pas permis à elle seule de s'attaquer aux causes profondes du problème.

3. La malnutrition chronique se manifeste sous diverses formes, telles que les retards de croissance qui, bien qu'en baisse, frappent encore un enfant de moins de cinq ans sur cinq et ont des répercussions à long terme graves. Essentiellement dues à une mauvaise alimentation, la surcharge pondérale et l'obésité augmentent. Actuellement, 1,3 milliard de personnes sont en surpoids et 600 millions sont obèses. Plusieurs facteurs donnent à penser qu'une « transition alimentaire » se profile et qu'un renversement de la situation est nécessaire d'urgence pour garantir des vies saines et diverses plusieurs maladies non contagieuses.

4. Les pratiques agricoles non durables, l'appauvrissement de la diversité biologique, la lenteur des actions menées en faveur de la conservation de la diversité génétique de la flore et du bétail, les difficultés d'accès aux terres et à d'autres ressources rencontrées par les petits exploitants agricoles et les problèmes liés

à la sécurité sanitaire des aliments contribuent aux situations d'insécurité alimentaire. Il est clair que plusieurs facteurs mettent en péril les succès durement acquis sur le front de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition et qu'une inversion des progrès de longue date fait s'éloigner la perspective de l'élimination de la faim et de la malnutrition d'ici à 2030.

5. Le rapport publié sous la cote A/73/293 souligne l'importance de la prise en compte des liens qui existent entre les différents éléments de l'objectif de développement durable n° 2, dont la réalisation est étroitement liée à d'autres dimensions clefs du développement durable. Cependant, ces liens n'ont pas tous des résultats mutuellement avantageux. Il est essentiel de repérer et de résoudre les conflits potentiels entre les cibles de l'objectif de développement durable n° 2 et entre les différentes dimensions de la durabilité en lien avec la sécurité alimentaire.

6. À mesure que les populations et les économies croissent, l'agriculture, la foresterie et la pêche durables joueront un rôle de plus en plus important pour répondre à la demande croissante. Bien souvent dans les zones rurales, l'absence de reconnaissance et de protection des droits fonciers des petits exploitants agricoles, en particulier des femmes et des autochtones, explique pourquoi certaines personnes sont plus exposées à la faim que d'autres. Il s'agit là d'une occasion manquée, car ces acteurs sont des agents de changement essentiels qui peuvent promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition et favoriser une croissance économique inclusive et génératrice d'emplois.

7. La diversité biologique dans l'agriculture est indispensable pour renforcer la résilience des systèmes de production agricole et les aider à s'adapter aux changements climatiques. Plus d'une trentaine de pays ont élaboré des politiques publiques qui promeuvent des démarches transectorielles à l'échelle nationale et contribuent à généraliser l'adoption de pratiques agroécologiques, qui sont un moyen de transformer les systèmes alimentaires tout en protégeant l'environnement, la santé humaine et la nutrition. Sur ce point, l'objectif de développement durable n° 2 doit transcender les objectifs relatifs à l'égalité des sexes, à la croissance économique inclusive, à la réduction des inégalités, à la terre, aux écosystèmes et aux partenariats.

8. Les catastrophes naturelles ont des répercussions sur tous les aspects de la sécurité alimentaire. Les changements climatiques amplifient les menaces qui pèsent déjà sur la sécurité alimentaire et la nutrition et risquent d'aggraver la faim. À cause des changements

climatiques, qui frappent de façon disproportionnée les personnes les plus vulnérables, les phénomènes météorologiques extrêmes se multiplient et s'intensifient, les terres et les ressources en eau deviennent plus rares et moins accessibles et il est plus dur encore d'accroître la productivité agricole. Tout cela pourrait exacerber les conflits liés à la raréfaction croissante des ressources et entraîner de nouvelles crises humanitaires et de nouvelles vagues de migrations et de déplacements. Une action climatique s'impose d'urgence. Certains efforts sont déjà déployés. Des progrès ont été accomplis dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) en matière d'agriculture climatiquement rationnelle et d'atténuation des effets des changements climatiques.

9. Le stress hydrique nuit non seulement à la durabilité des ressources naturelles, mais également au développement social et économique, avec des répercussions disproportionnées sur les plus défavorisés. Le Cadre mondial d'action pour faire face à la pénurie d'eau dans l'agriculture préconise une action concertée visant à répondre aux changements climatiques, étant donné que l'agriculture est la plus grande consommatrice d'eau et que la population mondiale à nourrir ne cesse de croître. Les ressources halieutiques sont également touchées par le stress hydrique, car elles sont extrêmement sensibles à la dégradation de l'environnement, aux changements climatiques et à la surpêche. Les initiatives telles que les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et le Partenariat mondial sur les sols sont des exemples de mesures qui permettent d'inverser les tendances à la baisse de la productivité dues à la dégradation des terres. Le rapport met également l'accent sur d'autres exemples d'engagements mondiaux et d'initiatives régionales.

10. Depuis la déclaration de l'Année internationale des légumineuses en 2016, la sensibilisation aux légumineuses a été favorisée à travers le monde, renforçant la connaissance de la manière dont leur valeur nutritionnelle, leur accessibilité économique, leurs effets bénéfiques sur la santé et leurs effets d'atténuation des changements climatiques contribuent largement au Programme 2030.

11. Comme indiqué dans le Programme 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, il est essentiel d'investir pour améliorer la productivité agricole, en ciblant les personnes qui en ont le plus besoin. Malheureusement, le rapport entre la

part de dépenses publiques consacrées à l'agriculture et la contribution de ce secteur à l'économie est de plus en plus défavorable par rapport à d'autres secteurs. Le manque d'accès au crédit à des taux abordables est particulièrement problématique pour les agriculteurs qui doivent d'abord investir pour cultiver la terre ou élever du bétail, puis attendre la récolte ou l'abattage pour toucher un revenu issu de la vente de leurs produits. Dans ses Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale estime qu'il faut respecter les droits de l'homme avant de définir en quoi un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires peut contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne du Fonds international de développement agricole permet aux petits exploitants de financer le renforcement de leur capacité d'adaptation en vue de résister aux chocs climatiques, de les absorber et de les surmonter.

12. La sécurité alimentaire peut être améliorée par le biais d'un système commercial ouvert et réglementé dont les accords de l'Organisation mondiale du commerce font partie intégrante. L'Accord sur l'agriculture constitue une initiative de processus multilatéral de réforme du commerce agricole visant à instaurer un système agricole équitable et axé sur le marché. Le rapport souligne l'importance de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, dont la mise en place constitue un excellent moyen de faire progresser la réalisation de l'objectif de développement durable n° 2 à l'échelle des pays puisqu'il est primordial de mobiliser les compétences, les technologies, les innovations et les ressources financières qui existent déjà dans des pays en développement. La science, la technologie et l'innovation continuent de revêtir une importance capitale à cet égard. L'agriculture de précision peut améliorer les pratiques agricoles par le biais de toute une série de technologies intelligentes et la disponibilité accrue de données en temps réel peut favoriser la mise en place de politiques et d'un appui public plus souples.

13. Si les tendances actuelles se poursuivent, la faim ne sera pas éliminée d'ici à 2030. Des mesures urgentes doivent être prises pour redynamiser et accélérer les efforts faits pour éliminer la faim, améliorer la nutrition et mettre en place une agriculture et des systèmes alimentaires durables. Une série de recommandations aux gouvernements et aux acteurs concernés figure au paragraphe 73 du rapport publié sous la cote [A/73/293](#).

14. **M. El Ashmawy** (Égypte) demande plus de précisions sur les difficultés auxquelles se heurtent les

nations en développement à l'heure d'utiliser des technologies de précision et demande si ces difficultés sont liées à l'accès, au coût, à l'adaptation ou aux capacités.

15. **M^{me} Chatterjee** (Chef du Service des océans et du climat de la Division du développement durable du Département des affaires économiques et sociales) dit que ces difficultés considérables sont détaillées dans le rapport de CB Insights sur l'avenir de l'alimentation, qu'elle transmettra volontiers.

16. **M^{me} Bolaji** (Nigéria) dit que les références faites au Nigéria dans les rapports sont le signe que les Nations Unies ont pris note de ce qui se passe dans son pays. Elle demande quels sont les facteurs qui pourraient avoir exacerbé la malnutrition dans le nord-est du Nigéria et sollicite des suggestions de mesures qui pourraient être prises au niveau national en collaboration avec les Nations Unies et les amis du Nigéria afin de combattre la malnutrition dans cette région.

17. **M^{me} Chatterjee** (Chef du Service des océans et du climat de la Division du développement durable du Département des affaires économiques et sociales) dit qu'elle renverra cette question aux agences ayant leur siège à Rome qui travaillent dans le domaine, qui seront plus à même d'apporter une réponse plus précise à cette question.

18. **M. Martínez Sugastti** (Paraguay) demande un complément d'information sur les principales conclusions relatives aux liens avec d'autres objectifs de développement durable qui auraient des effets sur les chances de réaliser l'objectif de développement durable n° 2.

19. **M^{me} Chatterjee** (Chef du Service des océans et du climat de la Division du développement durable du Département des affaires économiques et sociales) dit que l'objectif de développement durable n° 2 pourrait jouer un rôle essentiel dans la réduction de la malnutrition. Le rapport évoque certains liens, tels que l'eau, la santé et l'assainissement. En outre, la Sustainable Development Knowledge Platform (Plateforme de connaissances en matière de développement durable) comporte une section qui fournit des précisions sur les liens existants.

20. **Le Président** invite la Commission à tenir un débat général sur la question.

21. **M. El Ashmawy** (Égypte), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit qu'au vu de l'augmentation du nombre de personnes qui souffrent de la faim au cours des trois dernières années et de l'augmentation considérable du nombre de personnes

exposées à une insécurité alimentaire de crise ou à pire dans les pays touchés notamment par des conflits, des facteurs climatiques ou une instabilité excessive des cours des denrées alimentaires, le Groupe des 77 et de la Chine est profondément préoccupé par le fait qu'au rythme de progression actuel, il est probable que les cibles de l'objectif de développement durable n° 2 ne soient pas atteintes dans de nombreuses parties du monde. L'élimination de la pauvreté et de la faim sous toutes leurs formes est la priorité absolue des objectifs de développement durable. Environ 80 % des personnes qui vivent en dessous du seuil d'extrême pauvreté habitent en zone rurale et dépendent de l'agriculture pour assurer leur subsistance, mais, bien souvent, leurs niveaux de productivité et leurs revenus sont trop faibles pour réduire la pauvreté ou la faim.

22. Le Groupe des 77 et de la Chine convient que l'élimination de la pauvreté passe par une augmentation des revenus des populations rurales et par un accroissement durable de la productivité et qu'il est nécessaire d'augmenter les investissements de manière à renforcer les moyens mis au service de la productivité agricole. Les progrès accomplis dans la mobilisation des moyens de réaliser l'objectif de développement durable n° 2 demeurent insuffisants et il faut d'urgence s'occuper de cette question. Le Groupe souligne que la prise en compte globale des liens complexes entre la sécurité alimentaire, la nutrition, la transformation rurale et l'agriculture durable et les autres objectifs de développement durable constitue un enjeu majeur pour tous les États Membres, en particulier pour les pays en développement, et qu'il est nécessaire de promouvoir des politiques et programmes nationaux intégrés, le partage de connaissances et des partenariats en vue de parvenir à l'objectif de développement durable n° 2.

23. Dans bon nombre de pays en développement, l'agriculture demeure le secteur le plus important du point de vue du produit intérieur brut, des exportations et de l'emploi. Un système commercial régleménté et ouvert est nécessaire pour rendre l'environnement mondial plus favorable à la sécurité alimentaire et à l'agriculture durable, et les approvisionnements alimentaires plus abondants et abordables.

24. **M^{me} Khyne** (Myanmar), s'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), indique que le monde fait face à une pression alimentaire et que la faim est de nouveau en hausse. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que la production alimentaire mondiale devra augmenter de 70 % d'ici à 2050 pour nourrir une population mondiale de 9,1 milliards de personnes. Au vu des revers actuels en matière de sécurité alimentaire mondiale, la

dynamique actuelle ne suffira pas à éliminer la faim et la malnutrition dans le monde d'ici à 2030. Il est nécessaire d'agir de toute urgence et de forger des partenariats plus solides.

25. Il est vital d'investir dans l'agriculture afin d'augmenter la production alimentaire. Néanmoins, il ne s'agit pas là d'une solution à tous les problèmes. Une sécurité alimentaire durable requiert une approche plus holistique, qui combat les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pauvreté tout en mettant en place des systèmes agricoles et alimentaires durables. Les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est incluent de gros producteurs de riz et d'autres produits agricoles, mais font face à l'insécurité alimentaire et à des menaces persistantes de malnutrition en raison des problèmes climatiques et environnementaux, du déclin des ressources naturelles et de l'urbanisation.

26. Avec une population qui devrait passer de 650 millions à 800 millions d'ici à 2035, l'ASEAN bâtit l'avenir avec son Plan de la Communauté économique pour 2025 en vue de répondre à l'accroissement de la demande grâce à une production alimentaire équilibrée, de garantir des denrées alimentaires abordables de qualité et de remédier aux autres problèmes connexes. L'adoption du Plan de coopération stratégique de l'ASEAN en matière d'alimentation, d'agriculture et de foresterie (2016-2025) a permis d'accomplir des progrès dans plusieurs domaines, y compris la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire des aliments, la nutrition, l'harmonisation des normes agricoles et la facilitation du commerce. En 2017, les dirigeants de l'ASEAN ont adopté une déclaration sur l'élimination de toutes les formes de malnutrition.

27. Le Cadre régional des partenariats public-privé de l'ASEAN pour le développement technologique dans les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et de la foresterie vise à augmenter les investissements conjoints dans l'élaboration, l'adoption et la diffusion de technologies durables tout au long de la chaîne d'approvisionnement. La coopération dans le secteur de la foresterie se renforce progressivement et des indicateurs révisés de gestion durable des forêts tropicales ont été mis en place. Des avancées substantielles ont également été accomplies dans le secteur de la pêche, en particulier en ce qui concerne la promotion de bonnes pratiques aquacoles et l'utilisation et la gestion durables des ressources halieutiques.

28. Les changements climatiques peuvent exacerber les menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La région de l'ASEAN est extrêmement vulnérable à la hausse du niveau des mers et aux

phénomènes climatiques extrêmes. Une réunion ministérielle spéciale de l'ASEAN sur l'action climatique a été organisée en 2018 afin de stimuler une action régionale. Le plan stratégique de l'ASEAN sur l'environnement pour 2016-2025 est en cours de finalisation et d'autres institutions et cadres ont été mis sur pied dans des domaines tels que la gestion des cultures et des sols, l'agriculture de précision et la gestion des risques de catastrophe.

29. **M. Ligoya** (Malawi), s'exprimant au nom du Groupe des pays les moins avancés, juge préoccupante la progression de la faim dans le monde au cours des trois dernières années. Les populations vulnérables des pays les moins avancés font partie des populations les plus touchées. Trente-trois des cinquante et un pays affichant un état d'insécurité alimentaire tombent dans la catégorie des pays les moins avancés, avec une population totale d'environ 82 millions. Près d'un quart des habitants de ces pays souffrent d'insécurité alimentaire grave et sont sous-alimentés, les populations vulnérables du nord-est du Nigéria, de la Somalie, du Soudan du Sud et du Yémen étant même exposées à un risque de famine. Le taux d'hypotrophie nutritionnelle reste très élevé. Il est dès lors nécessaire de renforcer les partenariats et la coopération afin d'atteindre les objectifs de développement durable n° 1 et 2 et de réaliser le Programme 2030.

30. Les changements climatiques demeurent l'une des principales causes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Ils ont eu un effet dévastateur sur les sources de revenus des pays les moins avancés. Le réchauffement climatique risque d'exacerber la malnutrition et de réduire la disponibilité des nutriments et la qualité des denrées alimentaires. Le rapport spécial de 2018 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C met en exergue que les changements climatiques se répercutent sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle par le biais de leurs effets sur la disponibilité, la qualité et la distribution des produits alimentaires et sur l'accès à ces derniers. Avec des investissements adéquats, une sensibilisation des agriculteurs aux nouvelles technologies qui permettent de maintenir les taux de rendement, tels que les systèmes de production et de distribution alimentaire climatiquement rationnels, et des stratégies et politiques d'adaptation solides pourraient inciter les agriculteurs à opter pour une agriculture durable.

31. La plupart des agriculteurs des pays les moins avancés sont de petits producteurs alimentaires, pour beaucoup des femmes très exposées et vulnérables aux chocs écologiques et aux variations brutales des prix. Ces dernières années, l'insuffisance alimentaire et

nutritionnelle des personnes déplacées à cause des changements climatiques, des risques naturels, des conflits et de la violence dans les pays les moins avancés est un défi que les pays les moins avancés ne peuvent pas surmonter seuls étant donné leurs capacités institutionnelles et ressources financières limitées. Des partenariats mondiaux renforcés, y compris une coopération Sud-Sud et une coopération triangulaire, sont cruciaux pour ces pays. Les partenariats avec le secteur privé et d'autres acteurs peuvent significativement contribuer à promouvoir le transfert de technologie, le partage de bonnes pratiques, l'accès à des financements ruraux innovants et le renforcement de capacités.

32. **M. Ten-Pow** (Guyana), s'exprimant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), dit que les conséquences destructrices des changements climatiques, tels que l'accroissement de la fréquence et de la gravité des tempêtes, des sécheresses et des inondations, représentent une menace constante pour les infrastructures agricoles de la région et pour sa sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le renforcement de la résilience à ces chocs, y compris à travers une agriculture adaptée au climat, des systèmes de gestion des ressources en eau, des semences résistantes à la sécheresse et aux inondations et une gestion durable du cheptel, constitue désormais une cible de développement majeure au titre de l'objectif de développement durable n° 2.

33. La part de l'agriculture dans le PIB de la plupart des pays de la CARICOM diminue. Néanmoins, elle reste la principale activité économique d'occupation des sols et continue de fournir de nombreuses possibilités d'emplois dans une région au taux de chômage élevé. La politique agricole commune de la CARICOM jette les bases de la transformation du secteur agricole et de l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle vise à augmenter les exportations agricoles, à satisfaire la demande intérieure en denrées alimentaires, à établir des liens avec d'autres secteurs, en particulier le tourisme, et à augmenter l'emploi. Les efforts déployés par la CARICOM en vue de faire des Caraïbes la première région au monde résiliente face aux changements climatiques sont appuyés par des partenaires internationaux, y compris l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture.

34. À quelques exceptions près, dont le Guyana, qui a énormément d'eau douce et de terres arables, le caractère précaire de l'agriculture dans la plupart des États membres de la CARICOM signifie que l'approvisionnement en produits alimentaires dépend de plus en plus des importations, ce qui décourage les fournisseurs nationaux, sape le développement agricole

et entraîne une consommation accrue d'aliments transformés, ce qui contribue à des niveaux élevés d'obésité et de maladies non contagieuses. Presque tous les pays de la CARICOM importent plus de 60 % des aliments qu'ils consomment et le total des importations devrait augmenter si les efforts actuels visant à compenser ce déséquilibre n'aboutissent pas. L'utilisation de manioc cultivé localement en tant que substitut de produits à base de blé et de maïs importés est un fait prometteur. Un groupe de travail régional sur le manioc, en partenariat avec la FAO et d'autres entités, plaide en faveur d'un renforcement des investissements dans la production de manioc.

35. La CARICOM est consciente que la production agricole durable, la nutrition, la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments jouent un rôle clé dans l'élimination de la pauvreté. L'accès aux produits alimentaires est lié à la pauvreté, qui a augmenté dans plusieurs pays de la région. Dans la moitié des États membres de la CARICOM, plus de 30 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Avec l'aide de la FAO et d'autres partenaires, les autorités régionales encouragent les jeunes à s'impliquer dans l'agriculture au travers d'initiatives telles que des formations aux médias sociaux et des investissements financiers, qui constituent un facteur crucial pour garantir la sécurité alimentaire.

36. Les défis auxquels est confronté le secteur agricole ne peuvent être surmontés sans un système commercial multilatéral réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable, qui favorisera l'agriculture et le développement rural dans les pays en développement. La CARICOM se joint à l'appel en faveur de la mise en place de stratégies urgentes à tous les niveaux visant à promouvoir la participation inclusive des exploitants agricoles, y compris des femmes, aux marchés locaux, nationaux, régionaux et internationaux. La coopération des partenaires est également impérative pour mettre fin à la pêche illégale dans la zone économique exclusive de la CARICOM, dont la diversité et le volume des stocks halieutiques s'épuisent rapidement. Les difficultés rencontrées par la CARICOM sont dramatiques du point de vue des conséquences des changements climatiques, des vulnérabilités aux chocs externes, y compris le désengagement face au risque et l'inscription sur liste noire des banques régionales, et des montants de dette élevés. Cependant, l'espoir est permis étant donné que la CARICOM sait ce qu'il reste à faire, avec l'aide de partenaires internationaux, pour jeter les bases de solutions durables aux défis du développement agricole, de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

37. **M^{me} Zahir** (Maldives), s'exprimant au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), indique que dans les petits États insulaires en développement, la sécurité alimentaire et la nutrition sont gravement menacées par les changements climatiques, la dégradation de l'environnement et les crises économiques mondiales. Les ressources limitées des petits États insulaires en développement et leur vulnérabilité face aux chocs extérieurs amplifient le lien logique étroit entre la sécurité alimentaire, l'action climatique et l'utilisation viable des océans. Le réchauffement rapide et l'augmentation de la fréquence des inondations et des sécheresses peuvent entraîner une réduction des rendements agricoles et limiter encore davantage la capacité de production alimentaire locale.

38. L'élévation du niveau de la mer provoque des intrusions d'eau salée, qui menacent les terres agricoles côtières et l'approvisionnement en eau douce. Les petits États insulaires en développement qui disposent de terres agricoles côtières sont également menacés par l'augmentation de l'intensité et de la fréquence des catastrophes naturelles, qui détruisent les cultures et endommagent les infrastructures de production et de transport. Le déclin de la santé des océans réduit les possibilités d'accès de ces États à des aliments sains et nutritifs. La pollution marine, l'augmentation de l'acidification des océans et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée menacent les ressources marines. L'AOSIS demande à nouveau une gestion viable à terme des océans et des mers.

39. Les petits États insulaires en développement sont des pays importateurs nets de produits alimentaires hautement vulnérables à la volatilité des cours des produits de base et de l'approvisionnement mondial et aux coûts d'importations élevés. Les importations alimentaires contribuent à l'augmentation des taux de malnutrition et de maladies non contagieuses telles que le diabète, les maladies cardiaques et l'obésité, dont la prévalence dans ces États est l'une des plus élevées au monde. Sans une augmentation de la résilience, une réduction des risques de catastrophe, une amélioration de la santé des océans et une inversion de l'évolution du climat, les problèmes d'alimentation et de nutrition resteront une préoccupation majeure des petits États insulaires en développement. Ils œuvrent à des initiatives visant à faire face à ces difficultés, notamment à travers le Programme d'action mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les petits États insulaires en développement lancé par la FAO, mais le manque de financement freine considérablement les progrès.

40. Il est nécessaire de poursuivre l'intégration des différents programmes afin de mieux percevoir leurs

interconnexions. L'agriculture ne doit pas être traitée de manière cloisonnée, sans prise en considération des systèmes de santé, de la sécurité de l'approvisionnement en eau, des changements climatiques, du déclin de la santé des océans, des coûts élevés des aliments importés et des cultures, de la volatilité des marchés des produits de base et de l'éloignement géographique. L'AOSIS collabore avec les gouvernements de ses États membres à l'amélioration de ces relations et demande à ses partenaires de développement d'en faire de même.

41. **M. Hilale** (Maroc), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que la communauté internationale doit prendre des mesures concertées pour atteindre les objectifs de développement durable. Le Groupe des États d'Afrique note avec inquiétude que le taux d'exécution actuel ne suffira pas à atteindre l'objectif de développement durable n° 2 dans de nombreuses parties du monde et que la plupart des peuples d'Afrique subsaharienne et d'Asie souffriront toujours de malnutrition après 2030 à moins d'adopter une approche différente.

42. La sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable demeurent une préoccupation majeure en Afrique. L'Union africaine a pris une série de mesures pour parvenir à la vision agricole du continent, y compris dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine et de la Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie, dans le but d'éliminer la faim d'ici à 2025. L'Afrique présente un potentiel agricole colossal : elle dispose de la majorité des terres fertiles non cultivées du monde, de ressources en eau abondantes et d'une proximité aux réseaux de transport et aux marchés régionaux. La poussée démographique des jeunes sur le continent représente également une occasion en or à saisir.

43. Malheureusement, le manque d'investissements dans l'agriculture et la protection sociale continue de limiter l'approvisionnement de l'Afrique en produits alimentaires. Les restrictions et distorsions qui entravent le fonctionnement des marchés agricoles mondiaux empêchent également l'accès des pays africains et d'autres pays en développement. Il est tout aussi important d'aborder les questions interdisciplinaires telles que le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation, les carences en matière d'infrastructures et d'énergie, les ressources humaines et les capacités institutionnelles et l'intégration de la production africaine dans les chaînes d'approvisionnement mondiale. Les gouvernements africains se sont engagés à renforcer les investissements

en mobilisant des ressources auprès des secteurs public et privé. Il est également nécessaire d'attirer des investissements étrangers socialement responsables, environnementalement durables et bénéfiques pour les petits exploitants agricoles locaux.

44. Les programmes adoptés par les dirigeants africains illustrent la détermination du continent à piloter son propre développement. Le développement agro-industriel a été identifié comme élément essentiel de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Le secteur agricole offre le plus grand potentiel de réduction de la pauvreté et de création d'emplois, en particulier auprès des populations rurales vulnérables. Les crises de sécurité alimentaire qui ont touché l'Afrique à répétition mettent clairement en évidence la nécessité de renforcer la résilience du continent aux problèmes liés aux changements climatiques, par l'adoption de pratiques judicieuses d'un point de vue climatique. Le Groupe des États d'Afrique appelle à une action concertée visant à restaurer les écosystèmes, indispensable pour garantir le bien-être des couches sociales vulnérables et restaurer le statut de l'Afrique en tant qu'exportateur net mondial de produits agricoles.

45. **M. Escalante Hasbún** (El Salvador), s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), dit que la CELAC est très attachée à la poursuite de la réalisation de son Plan pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'élimination de la faim avant 2025 (Plan de la CELAC), qui contient des recommandations et des stratégies, notamment s'agissant de programmes d'alimentation scolaire et qui constitue un moyen de s'assurer des progrès dans la réalisation du Programme pour 2030. La CELAC appelle la FAO à poursuivre sa coopération avec les pays de la région.

46. L'application des Directives volontaires pour les politiques agroenvironnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes, élaborées par la FAO, aiderait à protéger les ressources qui constituent la base de la sécurité alimentaire dans la région. La CELAC a accepté l'offre de la FAO d'utiliser la plateforme sur la biodiversité, l'agriculture et l'alimentation comme moyen de promouvoir l'intégration des principes de conservation et de biodiversité dans l'agriculture, l'élevage, la foresterie, la pêche et le tourisme.

47. Constatant que l'augmentation de l'investissement dans l'agriculture, notamment dans l'agriculture familiale, aurait un impact positif sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région, M. Escalante Hasbún ajoute que la CELAC a réaffirmé sa volonté de mettre en œuvre des politiques publiques de promotion de l'agriculture familiale. Les initiatives tendant à

encourager la coopération en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au niveau régional devraient favoriser l'application du Plan de la CELAC et créer le cadre institutionnel nécessaire à l'amélioration de la résilience des exploitations familiales. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent également compléter la coopération Nord-Sud et l'aide publique au développement (APD), de façon à encourager l'échange de pratiques optimales et de données d'expérience et à renforcer les capacités nationales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

48. La CELAC continuera à soutenir les actions tendant à éliminer toutes les formes de malnutrition, en particulier pendant la petite enfance, y compris par des activités de formation destinées aux agents publics et aux membres d'organisations communautaires. La CELAC continuera à promouvoir un système de production alimentaire viable, inclusif et efficace qui garantit la participation des petits exploitants et la réduction des pertes et du gaspillage de produits alimentaires. Constatant que les événements météorologiques extrêmes mettent en difficulté l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, la CELAC souligne l'importance de l'aide internationale.

49. La CELAC redemande à ses partenaires internationaux une aide financière et technique afin de promouvoir la réalisation de son plan et des objectifs de développement durable. Dans la Déclaration spéciale sur la sécurité alimentaire et la nutrition adoptée lors du quatrième sommet de la CELAC en 2016, les membres de la CELAC ont réaffirmé leur volonté de promouvoir la coordination interorganisations dans leur pays respectif pour mettre en œuvre le Plan de la CELAC et d'impliquer les parties prenantes non gouvernementales dans leurs efforts.

50. **M. Nair** (Inde) dit qu'alors qu'il y a assez de nourriture pour nourrir toute la planète, des millions de pauvres continuent à souffrir de la faim. Une croissance accélérée de l'économie agricole et rurale est essentielle pour rompre le cercle vicieux de l'extrême pauvreté, de la sous-alimentation et de la malnutrition et pour réaliser plusieurs des objectifs de développement durable. L'action menée contre la faim et la malnutrition doit être accélérée.

51. En quintuplant sa production alimentaire, l'Inde est passée d'un déficit vivrier à la couverture de ses besoins en une vingtaine d'années et est devenue un exportateur net de produits alimentaires. L'augmentation de la production de céréales alimentaires est largement due aux efforts officiels faits pour améliorer le niveau technologique dans

l'agriculture à travers des services de recherche et de vulgarisation agricole, des investissements dans l'infrastructure rurale et les capacités humaines, des facilités de crédit, des marchés publics au prix minimum de soutien et le renforcement de l'appui institutionnel.

52. En Inde, de nombreuses réussites agricoles découlent de la capacité du pays à élaborer et à appliquer des solutions novatrices et économiques aux défis agricoles, telles que des tracteurs à bas coût, des systèmes de semences et des technologies de gestion de l'eau. Toutefois, il demeure nécessaire d'encore améliorer la productivité agricole afin de répondre à la demande croissante, d'introduire des pratiques agricoles plus durables, de mettre à disposition des intrants agricoles abordables, de relier les exploitations agricoles aux marchés, d'améliorer les revenus des exploitations agricoles et d'améliorer les systèmes de distribution alimentaire.

53. Le Gouvernement indien prend des mesures pour doubler les revenus des agriculteurs d'ici à 2022. Pour veiller à ce que ce mécanisme touche les destinataires visés, *Aadhar*, un système d'identification biométrique, a été mis en place. Une plateforme de commerce électronique, eNAM, a également été lancée pour améliorer les liens entre les petits exploitants agricoles et leurs marchés, et un dispositif a récemment été annoncé pour accroître la valeur ajoutée des produits agricoles. Un nouveau régime d'assurance des récoltes soutient les agriculteurs et les encourage à adopter des pratiques agricoles novatrices. Les coopératives sont encouragées à se lancer dans de nouvelles activités pour améliorer l'économie rurale, des fiches descriptives de la santé des sols sont distribuées à tous les agriculteurs et des investissements importants sont actuellement réalisés pour améliorer l'irrigation. Dans le cadre de son appui à la coopération Sud-Sud, l'Inde souhaite partager son expertise technique avec d'autres pays en développement.

54. **M. Chumakov** (Fédération de Russie) dit que la Fédération de Russie s'inquiète du nombre croissant de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition. Les objectifs de développement durable ne seront pas atteints d'ici à 2030 si les tendances actuelles se poursuivent. Des mesures globales et coordonnées menées sous l'égide de la FAO, du Fonds international de développement agricole (FIDA), du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) s'imposent. La lutte contre la faim ne suffit pas ; les produits alimentaires doivent être de qualité et les régimes alimentaires variés afin de faire reculer la prévalence des maladies non transmissibles. Un pays peut être touché à la fois par la

sous-alimentation et l'obésité en raison d'une alimentation non équilibrée.

55. En tant que producteur et exportateur majeur de produits alimentaires, la Fédération de Russie contribue de manière essentielle à garantir la sécurité alimentaire aux niveaux mondial et régional. Elle s'emploie à assurer la croissance durable du secteur agricole, à réduire les incidences négatives des phénomènes climatiques et à utiliser les terres et les autres ressources plus efficacement.

56. Le Gouvernement de la Fédération de Russie attache une grande importance à la coopération internationale sur la sécurité alimentaire et la nutrition et salue les initiatives telles que la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028) et la Journée mondiale de l'alimentation. Il fournit une assistance à d'autres pays dans le cadre du PAM et, au cours des cinq dernières années, a aidé 30 États situés dans diverses régions du monde à hauteur d'un montant de plus de 220 millions de dollars. En plus de fournir une aide alimentaire d'urgence aux pays en crise, il participe activement, en tant que donateur, à des projets de développement visant à trouver des solutions durables aux problèmes de sécurité alimentaire. Depuis 2010, en partenariat avec le PAM, il a mis en œuvre des projets d'optimisation des programmes d'alimentation scolaire dans plusieurs pays, dont l'Arménie, le Kirghizistan et le Tadjikistan, pour un montant de plus de 77 millions de dollars. À travers la FAO, il finance également un programme doté d'un budget de 6 millions de dollars afin d'aider ces pays à assurer la sécurité alimentaire et à promouvoir un développement agricole durable. Un projet similaire en faveur du développement des petites exploitations agricoles est actuellement mené au Tadjikistan par le biais d'une contribution russe au FIDA d'un montant de 1,5 million de dollars en 2017-2018.

57. La Fédération de Russie a accueilli la trente et unième session de la conférence régionale de la FAO pour l'Europe en mai 2018 au cours de laquelle les États Membres ont adopté des recommandations sur la promotion de systèmes agroalimentaires stables en Europe et en Asie centrale, le développement d'approches agroécologiques, l'application de technologies numériques dans l'agriculture et le renforcement des travaux de la FAO dans la sylviculture et la pêche.

58. **M. Alberto Carazo** (Costa Rica), se félicitant de l'approbation de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028), souligne l'importance de la sécurité sanitaire des aliments dans

le contexte des objectifs de développement durable relatifs à l'élimination de la faim, la santé, le commerce international et la promotion de modes de production et de consommation durables. Selon les estimations, chaque année, environ une personne sur dix dans le monde tombe malade en raison de l'ingestion de nourriture contaminée et 420 000 en meurt. Les produits alimentaires contenant des bactéries, des virus, des parasites ou des produits chimiques nocifs provoquent plus de 200 maladies, y compris le cancer.

59. Avec la mondialisation de l'approvisionnement alimentaire et la complexité croissante de la chaîne alimentaire, le public se préoccupe davantage de la sécurité sanitaire des aliments, en particulier en ce qui concerne les produits alimentaires commercialisés sur les marchés internationaux. Par conséquent, le Costa Rica prône un renforcement de la sensibilisation du public aux répercussions des produits alimentaires contaminés sur la santé humaine et au bien-être économique de l'industrie agroalimentaire. Il est fondamental d'appuyer des mesures globales et d'établir des systèmes efficaces de contrôle de la sécurité tout au long de la chaîne alimentaire. Lors de la session en cours, le Costa Rica a introduit un projet de résolution visant à proclamer le 7 juin « Journée internationale de la sécurité alimentaire des aliments ». Cette journée serait l'occasion de souligner le travail accompli par la Commission du Codex Alimentarius en vue de promouvoir l'adoption de bonnes pratiques et de sensibiliser le public à la sécurité sanitaire des aliments.

60. **M. Mohamed** (Soudan) dit que le monde ne semble pas avancer dans l'élimination de la faim et la réalisation de l'objectif de développement durable n° 2, étant donné que la faim est en hausse après des années de déclin. Des mesures urgentes sont requises afin de garantir un approvisionnement alimentaire durable. Le nombre de personnes en situation de pénurie alimentaire a augmenté en raison de plusieurs facteurs, y compris l'existence de conflits armés, l'atonie de la croissance économique et les changements climatiques, qui constituent des enjeux majeurs pour la communauté internationale et qui requièrent des efforts plus soutenus.

61. Afin d'éliminer la pauvreté et la faim, il est nécessaire d'augmenter les revenus dans les zones rurales. Quatre-vingts pour cent des personnes vulnérables vivent dans ces zones et la plupart d'entre elles dépendent de l'agriculture et de la pêche. Une agriculture durable globale pourrait jouer un rôle majeur dans l'amélioration de leurs moyens de subsistance. Le secteur agricole constitue le principal moteur de développement socioéconomique du Soudan, puisque le pays dispose de vastes zones de terres arables et de

grandes quantités d'eau, ce qui lui permet de diversifier son agriculture et de jouer un rôle aux niveaux régional et international.

62. Le Gouvernement soudanais a adopté une stratégie agricole nationale pour la période 2017-2020, dont les objectifs sont d'améliorer les performances du secteur agricole et d'augmenter sa productivité. Au niveau régional, l'initiative prise par les pays arabes en faveur de la sécurité alimentaire a été lancée par la Ligue des États arabes en 2015 afin de renforcer la sécurité alimentaire en garantissant une réserve de denrées alimentaires stratégiques. Pour mettre en œuvre cette initiative, une résolution a été adoptée lors du Sommet arabe en 2017 en vue d'établir un mécanisme d'investissement dans les secteurs de l'agriculture et du bétail. **M. Mohamed** appelle les Nations Unies et ses institutions spécialisées à aider le Soudan à parvenir à la sécurité alimentaire au travers du transfert de technologies agricoles, d'un appui en vue du renforcement des capacités et d'instituts de recherche agricole.

63. **M. Bessedik** (Algérie) dit que même si de nombreux pays ont intensifié leurs efforts visant à éliminer la pauvreté, à autonomiser les petits exploitants agricoles et les femmes rurales, à améliorer l'accès aux produits alimentaires et à renforcer la productivité agricole, en adaptant de ce fait l'agriculture aux changements climatiques et à leurs effets, l'une des difficultés majeures consiste à garantir une sécurité alimentaire durable à la suite de crises externes multidimensionnelles. L'augmentation du nombre des personnes qui souffrent de la faim a des incidences directes sur la sécurité, la stabilité politique, la croissance et le développement économique et social des pays en développement et met en péril la réalisation de certains objectifs de développement.

64. En Algérie, les citoyens sont plus conscients de la vulnérabilité des pays en développement aux chocs externes et de l'inadéquation entre la production et les besoins alimentaires de base de la population depuis la crise alimentaire mondiale de 2007-2008. La sécurité alimentaire est considérée comme une question de souveraineté, ce qui en fait un objectif stratégique pour l'Algérie. Une politique nationale du renouveau agricole et rural dotée d'une approche holistique et multisectorielle est mise en œuvre afin de lutter contre les causes profondes de la faim et de la malnutrition en stimulant les investissements dans le secteur privé.

65. Une stratégie pour le développement économique et social a été définie grâce à l'utilisation d'un nouveau modèle de croissance qui permet de recadrer et d'harmoniser les objectifs nationaux de développement

et les politiques macroéconomiques et sectorielles relatives aux produits alimentaires, à l'énergie et à la sécurité de l'approvisionnement en eau. Les principaux objectifs de cette stratégie, qui couvre la période allant jusqu'à 2035, sont de garantir la gestion durable des habitats naturels, de contribuer à la diversification de la production et des exportations, de réduire les déséquilibres commerciaux des produits de base agricoles et de créer une politique durable de renforcement de la sécurité alimentaire.

66. La communauté internationale doit promouvoir des solutions globales visant à assurer l'accès à une alimentation suffisante et abordable pour les pauvres en s'engageant à long terme à intégrer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les politiques et programmes publics. Il est également nécessaire de combattre la spéculation sur le marché mondial des produits de base et de remédier aux situations d'urgence résultant des changements climatiques. Sans une transition vers des systèmes agricoles et alimentaires résilients, variés et productifs, une gestion durable des ressources naturelles et une réduction des pertes et du gaspillage de denrées alimentaires, il sera impossible de parvenir à un monde sans pauvreté, sans faim et sans malnutrition.

67. **M. Rasuli** (Afghanistan) déclare que des mesures urgentes doivent être prises pour redynamiser et accélérer les efforts faits pour garantir l'élimination de la pauvreté et la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires durables, redynamiser le secteur agricole, promouvoir le développement rural et donner davantage de moyens aux groupes traditionnellement exclus, en particulier les petits exploitants agricoles et les petits producteurs. M. Rasuli souligne l'importance de relever les principaux défis rencontrés, d'accélérer les progrès et d'identifier des moyens clés de lutter contre la faim, de réaliser la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de promouvoir une agriculture durable. Il est primordial de renforcer la résilience des communautés rurales et de favoriser la préservation et la restauration des ressources et des écosystèmes pour assurer le bien-être des groupes vulnérables de la population, en particulier dans les zones rurales et dans les pays en proie à un conflit ou connaissant une situation d'urgence.

68. Plongé dans un conflit imposé depuis l'extérieur du pays depuis des dizaines d'années, l'Afghanistan s'est débattu avec une pauvreté et une insécurité alimentaire sans cesse croissantes. Selon les estimations, environ 45 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire. Les changements climatiques ont également une incidence profonde sur la sécurité alimentaire et se manifestent par des risques

naturels plus graves et plus fréquents. L'absence de précipitations et de chutes de neige a intensifié les préoccupations liées à l'accroissement des périodes de sécheresse, aux autres effets des changements climatiques et à la réduction du niveau des nappes phréatiques et menace les prairies et le secteur agricole, auquel participent directement ou indirectement environ 85 % des Afghans. Pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau national, le Gouvernement afghan a lancé un programme national de sécurité alimentaire et de nutrition en 2017, rejoint l'initiative Renforcer la nutrition et commencé à collaborer avec l'Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Asie du Sud.

69. **M. Hermida Castillo** (Nicaragua) dit que la communauté internationale devrait concentrer ses efforts sur le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition dans les pays en développement. La sécurité alimentaire et la nutrition sont devenues un défi mondial urgent. Dans ce cadre, M. Hermida Castillo rappelle la nécessité d'un engagement mondial en faveur de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de l'accès aux ressources.

70. L'insécurité alimentaire grave a généralement un effet disproportionné sur les zones rurales, et en particulier sur les femmes rurales. M. Hermida Castillo souligne les incidences négatives des changements climatiques sur l'agriculture et les conséquences des sécheresses et des inondations, qui nuisent gravement aux populations vulnérables. Au vu de la complexité de ces questions, la communauté internationale doit adopter des mesures multidimensionnelles et promouvoir un concept global de système alimentaire. La sécurité alimentaire passe impérativement par une croissance économique équitable, la création d'emplois, la génération de revenus et le progrès technologique, en particulier dans le secteur agricole.

71. Le Nicaragua a élaboré une stratégie nationale pour la souveraineté et la sécurité alimentaires et nutritionnelles afin de garantir l'accès de toutes les familles nicaraguayennes à une alimentation saine et nutritive en quantités suffisantes. Parmi les autres actions, on peut citer le soutien aux petits exploitants agricoles, y compris l'aide au crédit, l'assistance technique et la fourniture de colis alimentaires aux victimes des changements climatiques. L'accompagnement global des familles rurales et urbaines et les politiques de réduction de la pauvreté ont permis de réduire la malnutrition chronique.

72. Depuis 2007, le Gouvernement nicaraguayen n'a cessé de promouvoir des mesures de lutte contre la faim, y compris le programme de repas scolaires du Ministère

de l'éducation, avec le soutien de la FAO. Des solutions existent pour transformer les systèmes alimentaires, mais leur mise en œuvre exige une plus grande volonté politique de la part de la communauté internationale, en particulier en ce qui concerne le financement et les transferts de technologie en faveur des pays en développement. Les moyens de mise en œuvre revêtent une importance capitale pour la réalisation des objectifs de développement durable.

73. **M^{me} Barker-Murphy** (Jamaïque) dit que la contribution de l'agriculture au PIB de la Jamaïque a augmenté en 2016 grâce à l'intensification des programmes publics de soutien des agriculteurs et à l'augmentation des investissements privés. Cependant, il reste capital de renforcer les efforts de développement pour s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, instaurer des moyens de subsistance résilients et durables et soutenir des systèmes alimentaires durables, au moyen de processus politiques sans exclusive et de partenariats efficaces.

74. En Jamaïque, divers facteurs continuent d'entraver le développement agricole national et de compromettre la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment les événements météorologiques extrêmes, la petite taille des propriétés foncières, l'accès limité à la technologie, le manque de terres arables et le coût élevé du capital. Il faut prendre des mesures pour remédier simultanément à la faim et à la pauvreté et augmenter les interventions en milieu rural, où l'agriculture représente la principale source de revenus. Pour de nombreux petits États insulaires en développement, les catastrophes naturelles perturbent gravement le commerce et l'accès aux marchés. Une réponse efficace passe par une compréhension des interactions dynamiques des catastrophes naturelles et des changements climatiques sur la production des produits de base, en particulier dans le secteur agricole. Pays en développement importateur vivrier net, la Jamaïque est particulièrement vulnérable aux chocs économiques extérieurs et aux changements climatiques et a conscience qu'il est impératif d'améliorer la résilience des systèmes alimentaires locaux.

75. Les nouveaux modes de consommation alimentaire ont fait augmenter la prévalence de l'obésité et des maladies chroniques non transmissibles comme le diabète, l'hypertension, les accidents vasculaires cérébraux, les maladies cardiovasculaires et le cancer. En plus de contribuer directement à l'élimination de la faim et de l'extrême pauvreté, l'agriculture est également essentielle à la réalisation de nombreux autres objectifs de développement durable et de leurs cibles, en particulier ceux relatifs à la santé, l'eau, la biodiversité et les villes durables. Il est par conséquent

nécessaire d'améliorer la cohérence entre les politiques et stratégies nationales relatives à l'agriculture, la nutrition et les maladies non transmissibles.

76. Le Gouvernement jamaïcain prend des mesures pour que les habitants bénéficient d'un approvisionnement constant en denrées alimentaires nutritives, notamment en encourageant la production vivrière en Jamaïque, l'investissement dans la production agricole locale et les agro-industries et l'utilisation durable des terres arables et des ressources halieutiques. Toutes ces mesures passeront par des investissements accrus, un environnement commercial multilatéral performant et des marchés intérieurs des denrées alimentaires efficaces.

77. **M. Bin Momen** (Bangladesh) dit qu'il est choquant que des millions de personnes continuent de souffrir de la faim dans une économie mondiale étroitement liée marquée par des progrès technologiques sans précédent qui offrent un potentiel de prospérité remarquable. Depuis 1971, malgré un déclin des terres arables dû à la croissance de la population, à l'expansion industrielle et aux graves conséquences des changements climatiques, le Bangladesh a triplé sa production agricole et figure désormais à la troisième position mondiale en matière de pêche continentale grâce à ses politiques visant à transformer le secteur agricole, à promouvoir le développement rural, à autonomiser les populations marginalisées et à protéger les petits exploitants agricoles et les petits producteurs.

78. La coopération des partenaires de développement, par le biais d'une augmentation du commerce et des investissements dans le secteur agricole est essentielle au développement agricole, à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les pays comme le Bangladesh. La majorité des habitants du Bangladesh travaillent dans l'agriculture. Le Gouvernement bangladais fournit aux agriculteurs des intrants agricoles en vue d'atteindre l'objectif de développement durable n° 2 et s'efforce de garantir une agriculture rentable, une bonne nutrition, la sécurité alimentaire et la productivité des cultures au travers d'investissements, de technologies, de la mécanisation et de la spécialisation de l'agriculture, de la commercialisation des produits alimentaires et de l'autonomisation des femmes. Il a pris des mesures afin de stimuler la production et les revenus et de promouvoir la diversification des cultures, l'utilisation des ressources naturelles et la microépargne. Des efforts ont également été faits pour garantir l'intégration du développement des agriculteurs dans les régions reculées et difficiles.

79. Le Bangladesh a investi massivement afin de rendre le secteur agricole résilient aux changements

climatiques. Les agronomes s'emploient à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle en développant des cultures qui résistent aux changements climatiques et à la salinité de l'eau. Des installations de stockage de produits alimentaires modernes sont également en construction afin de prévenir les dommages subis par les produits alimentaires et de préserver la qualité de ces derniers.

80. Le Bangladesh a atteint l'autosuffisance alimentaire et s'applique désormais à garantir une nutrition adéquate à sa population. Le deuxième plan d'action national pour la nutrition (2016-2025) met l'accent sur les enfants, les adolescentes, les femmes enceintes et les mères allaitantes afin d'améliorer la nutrition et d'éliminer la malnutrition. Des dispositions juridiques robustes ont également été mises en œuvre afin de prévenir l'adultération des produits alimentaires et des mesures ont été prises pour développer le secteur de la pêche. La coopération des partenaires de développement en faveur d'un renforcement du commerce et des investissements dans le secteur agricole est essentielle au développement agricole, à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les pays comme le Bangladesh.

81. **M. Muhammad Bande** (Nigéria) dit que son gouvernement est conscient du lien entre l'élimination de la faim et de la malnutrition et l'autonomisation des populations rurales à travers la transformation des systèmes agricoles et alimentaires et comprend également l'importance des marchés alimentaires locaux et nationaux pour les petits exploitants agricoles. Étant donné que le Nigéria devrait devenir le troisième pays le plus peuplé au monde d'ici à 2050, il a mis l'accent sur la modernisation de son agriculture afin de promouvoir les agro-industries et de fournir des emplois et des revenus à ses habitants.

82. Le Gouvernement nigérian a mis en place des mesures visant à redoubler d'efforts pour éliminer la faim et la malnutrition. Il promeut également les chaînes d'approvisionnement qui tiennent compte des enjeux nutritionnels et diversifient la production et la consommation alimentaire des ménages, tout en intensifiant ses efforts de sensibilisation à un changement de comportements à l'égard des jeunes et de l'agriculture. La politique de promotion de l'agriculture récemment adoptée par le Gouvernement nigérian couvre l'éducation, la recherche et l'innovation agricole, garantit le contrôle de la qualité et l'accès à des semences améliorées et normalise les pratiques agricoles. Les politiques agricoles favorisent déjà la sécurité alimentaire, remédient au problème de la faim extrême et enravent la malnutrition, en particulier auprès des enfants de moins de cinq ans et des femmes.

83. Le Nigéria complète ses programmes d'intervention agricole en mettant l'accent sur l'expansion des opérations de création de valeur en aval et des chaînes d'approvisionnement, augmente la couverture des services de vulgarisation agricole à l'échelle nationale et promeut les initiatives de création d'entreprise, en particulier pour les jeunes et les femmes. Les initiatives du Gouvernement nigérian visent à promouvoir la gestion des risques, à financer la chaîne d'approvisionnement, à renforcer les capacités à long terme, à intégrer officiellement des mesures incitatives en faveur du développement agricole et augmenteront idéalement l'intérêt que portent les investisseurs au secteur agricole nigérian.

84. **M. Bilan** (Ukraine) dit que son pays, qui commémorera bientôt le 85^e anniversaire de la Grande Famine de 1932-1933 infligée par le régime soviétique, est bien conscient des catastrophes causées par la famine. Un nombre inacceptable de personnes souffrent de la faim à travers le monde. Le Gouvernement ukrainien se tient prêt à aider le monde à lutter contre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition à travers le monde.

85. L'Ukraine traverse actuellement l'une des étapes les plus difficiles de son histoire moderne et remercie la communauté et les organisations internationales, en particulier la FAO et le PAM, pour l'aide et le soutien qu'ils ont apporté au Gouvernement ukrainien en répondant aux défis humanitaires actuels. Malgré des conditions difficiles, l'Ukraine reste en effet l'un des acteurs les plus importants sur le marché international des denrées alimentaires. Elle fait partie des 10 premiers exportateurs mondiaux de céréales et la moitié de sa récolte de céréales de 2018 est destinée à l'exportation. Ayant signé un Accord d'association avec l'Union européenne, l'Ukraine s'emploie à harmoniser sa législation, notamment s'agissant des règlements techniques et des normes relatives à la qualité et à la sûreté des aliments. Avec sa politique agricole, l'Ukraine cherche à réformer l'important secteur agricole, ce qui créera des conditions favorables à l'application d'instruments financiers et attirera des investissements.

86. L'Ukraine se félicite des initiatives lancées par l'Organisation des Nations Unies pour réduire de moitié la faim dans le monde et encourage l'intensification de la coordination entre tous les organismes des Nations Unies et les institutions financières internationales. Elle soutient pleinement la réforme de la gouvernance mondiale qui sera à la base d'un partenariat multipartite international. La coopération avec les institutions spécialisées des Nations Unies demeure un aspect important de la stratégie alimentaire nationale.

87. *M. Braquetti (Monaco), Vice-Président, prend la présidence.*

88. **M^{me} Sok** (Cambodge) dit que l'agriculture a significativement contribué à l'enregistrement d'une croissance économique de plus de 7 % au Cambodge au cours de ces dernières dizaines d'années, générant des emplois durables et une augmentation des revenus pour des millions de Cambodgiens vivant en milieu rural. Le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition ont été intégrés dans une série de mesures, y compris le Plan de développement stratégique 2014-2018 et une stratégie nationale de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour la période 2014-2018.

89. Afin de développer son secteur agricole, le Gouvernement cambodgien met l'accent sur les investissements dans les infrastructures rurales et l'irrigation, le renforcement de l'utilisation de meilleures variétés végétales, l'amélioration des technologies et des services de vulgarisation agricole et la promotion de cultures agro-industrielles à haute valeur ajoutée et des prêts consentis à des conditions abordables. Le Gouvernement cambodgien se félicite de l'appui technique et financier fourni par les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires à cet égard. Il accorde la priorité à l'intensification de l'agriculture et l'expansion et l'amélioration des services d'appui, y compris la recherche, la diffusion de nouvelles technologies, la distribution d'intrants agricoles et les prêts ruraux, en vue d'accroître la productivité agricole et de répondre à la demande en termes de quantité, de qualité et de sécurité et conformément aux exigences internationales.

90. L'exécution du plan d'action national pour l'initiative Défi Faim zéro 2016-2025 a permis au Cambodge d'éliminer la faim, de réaliser la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de promouvoir une agriculture durable. Le Cambodge a reçu un prix des Nations Unies après avoir réduit de moitié la faim avant l'échéance de 2015. La nutrition a été intégrée dans la vulgarisation agricole grâce à des efforts de renforcement des capacités déployés de l'échelon national au niveau communautaire. Le Cambodge a avancé dans le renforcement des interconnexions du système de protection sociale et sa consolidation en un système intégré, cohérent et efficace.

91. **M. Tang Tianxi** (Chine) dit que les conflits régionaux, la réduction des terres arables et les changements climatiques font que la sécurité alimentaire reste une source de préoccupations malgré le développement rapide de l'agriculture, de la science et des technologies, l'augmentation croissante de la production de produits alimentaires, la stabilité de la

demande et un ralentissement de l'offre et de la demande internationales de produits alimentaires. L'élimination de la faim exige une croissance économique juste, inclusive et durable et un système commercial agricole juste, équitable et durable.

92. La communauté internationale devrait appuyer davantage le secteur agricole à travers le transfert de technologie et l'envoi de ressources financières aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, afin de les aider à augmenter leur production agricole et à garantir la sécurité alimentaire. Les pays devraient renforcer leurs infrastructures agricoles et promouvoir la science et la technologie agricoles en vue d'améliorer la sécurité alimentaire. À l'avenir, la Chine intensifiera les échanges à travers la coopération Sud-Sud, l'initiative « Une Ceinture et une Route » et la formation à la coopération afin d'aider d'autres pays à renforcer leurs capacités agricoles et à améliorer la sécurité alimentaire.

93. En 2018, la Chine a décidé de mettre en œuvre une stratégie visant à dynamiser les zones rurales et le développement agricole et a intensifié la mise en œuvre de politiques en faveur des agriculteurs, ce qui lui a permis d'augmenter sa capacité de production agricole de façon constante. Le Gouvernement chinois a également mis en œuvre un nouveau modèle de développement qui met davantage l'accent sur la science et les technologies agricoles et qui promeut la modernisation de l'agriculture. Au cours de son 19^e Congrès, le parti communiste chinois a souligné l'importance de la sécurité alimentaire et la nécessité pour les populations de s'approprier de cette question. En 2017, la Chine a élaboré un plan national pour la nutrition pour la période 2017-2030 qui vise à renforcer la nutrition par l'amélioration des politiques, des normes et des règlements et le renforcement des capacités nutritionnelles.

94. **M. Al Amiri** (Émirats arabes unis) dit que les facteurs tels que l'emplacement géographique, la croissance continue de la population et le manque de terres arables exercent une pression considérable sur le secteur agricole et la sécurité alimentaire des Émirats arabes unis et des États voisins. Malgré le climat extrêmement rude, le Gouvernement des Émirats arabes unis a pris plusieurs initiatives uniques visant à promouvoir l'agriculture durable et des mesures visant à optimiser la production agricole locale fondées sur la technologie moderne et la gestion efficace des ressources naturelles, y compris des projets d'agriculture en circuit fermé et d'hydroponie, et à attirer des investissements étrangers.

95. Les Émirats arabes unis accueillent un bureau de la FAO à Abu Dhabi afin de renforcer leur position en tant que pôle régional et mondial et d'appuyer le développement durable aux niveaux régional et international. Ils ont lancé une série d'initiatives en faveur de la sécurité alimentaire, y compris des mécanismes de distribution de nourriture aux familles dans le besoin, d'élimination du gaspillage alimentaire, de fourniture de services de formation et de marketing aux travailleurs agricoles et de promotion de l'adoption de technologies agricoles modernes fondées sur une chaîne d'approvisionnement durable. Les Émirats arabes unis ont également diversifié leurs sources de sécurité alimentaire en sécurisant leurs approvisionnements alimentaires au travers de projets d'investissements dans les produits alimentaires et le développement à travers le monde.

96. Un défi mondial tel que la sécurité alimentaire requiert des solutions fondées sur la coopération entre les pays dans des domaines tels que l'agriculture, le commerce, les secteurs productifs non traditionnels et la recherche scientifique. Ces efforts favoriseraient la création d'un système de production intégré fondé sur la coopération des gouvernements, des agences de développement et de recherche et du secteur privé, qui lierait les différents domaines relatifs à la sécurité alimentaire.

97. **M. Va'inga Tōnē** (Tonga) dit que le développement agricole est la priorité économique absolue de son gouvernement étant donné ses liens avec la sécurité alimentaire et la nutrition et sa capacité à soutenir les moyens de subsistance des communautés urbaines et rurales. Les Tonga cherchent à réaliser le développement durable du secteur agricole au travers d'activités visant à réduire le risque d'insécurité alimentaire et de pauvreté et à augmenter la contribution globale de l'agriculture au PIB tongan.

98. Dans le cadre des efforts déployés par le Gouvernement tongan pour améliorer les liens entre les secteurs connexes, les Ministères de l'agriculture, du tourisme et de la pêche ont lancé une initiative qui inclut la promotion de l'utilisation durable des denrées alimentaires et ressources locales en vue d'adopter une approche intégrée pour relever les défis multisectoriels liés à l'agriculture. Les effets néfastes des changements climatiques constituent l'une des principales menaces directes et indirectes à la production agricole et la sécurité alimentaire aux Tonga, qui continuent de chercher de nouveaux systèmes de production agricole souples et résilients aux changements climatiques par le biais d'une série de projets, y compris dans le cadre des systèmes intégrés de gestion des terres et des agroécosystèmes de la FAO.

99. Les Tonga combattent la fréquence croissante des maladies non transmissibles liées à l'alimentation et à la malnutrition au travers de plusieurs initiatives, y compris la promotion de l'agriculture et de l'élevage locaux dans le but de réduire la dépendance aux produits alimentaires importés coûteux et malsains. Le Gouvernement tongan apprécie à sa juste valeur l'assistance technique et financière continue fournie par ses partenaires de développement, qui soutiennent des projets et initiatives de développement agricole et permettent aux Tonga de poursuivre leurs efforts de redynamisation du secteur agricole, de renforcement de la sécurité alimentaire et de la nutrition au niveau national et de promotion de l'agriculture durable.

100. **M. Gumende** (Mozambique) déclare que son pays considère l'agriculture comme un domaine prioritaire pour le développement, car plus de 70 % de la population dépend de ce secteur pour assurer sa subsistance. Le secteur agricole du Mozambique se distingue principalement par une agriculture de subsistance à petite échelle caractérisée par des méthodes agricoles rudimentaires, c'est pourquoi la production agricole est restée inchangée, alors que la population a plus que doublé depuis 1990. Environ 43 % des enfants âgés de 0 à 5 ans souffrent en conséquence d'un grave retard de croissance et le reste de la population n'a pas encore atteint des niveaux adéquats de sécurité alimentaire et de nutrition. Le Mozambique a été dévasté par des catastrophes naturelles récurrentes, dont des inondations, des sécheresses et des cyclones, qui ont compromis les efforts et les capacités de développement agricole. Le Gouvernement mozambicain a significativement augmenté les ressources destinées aux importations de produits alimentaires afin d'éviter les pénuries.

101. En vue de réaliser l'objectif de développement durable n° 2, le Gouvernement mozambicain a entrepris des réformes pour transformer l'agriculture de subsistance en un système plus productif et plus axé sur les marchés. Les petits exploitants agricoles sont également encouragés à augmenter leur production afin de répondre à leurs propres besoins alimentaires tout en vendant leurs excédents sur les marchés, ce qui leur fournirait des fonds pour acheter d'autres biens et services, y compris en matière d'éducation et de soins de santé. Outre la recherche agricole, les services de vulgarisation agricole et les projets d'irrigation, le Mozambique a lancé un programme de mécanisation agricole et a recours aux nouvelles technologies afin de répondre à la demande de semences capables de résister aux changements climatiques et de produire des récoltes en des cycles plus courts. Ces technologies sont diffusées auprès des agriculteurs et des agents de

vulgarisation agricole et jouent un rôle fondamental dans la transformation des méthodes agricoles visant à garantir une augmentation de la production alimentaire. M. Gumende appelle la communauté internationale et divers acteurs à respecter leurs engagements en matière de développement agricole et d'élimination de la faim.

102. **M. Alami** (Maroc) dit que la sécurité alimentaire demeure la condition sine qua non pour parvenir au développement, à la stabilité sociopolitique et au droit de vivre dans la liberté et la dignité. Avec près de 800 millions de personnes touchées par l'insécurité alimentaire, l'ensemble de la communauté internationale est invité à augmenter la production agricole mondiale de plus de 70 % d'ici à 2050 afin de répondre aux besoins d'une population qui, d'après les estimations, dépassera les 9 milliards. Les conflits, les changements climatiques et les crises prolongées font partie des principales causes de la hausse récente de l'insécurité alimentaire, de la faim et de la malnutrition, notamment en Afrique, où la crise alimentaire menace des millions de personnes malgré la croissance économique rapide de cette dernière dizaine d'années. Les budgets alloués à l'agriculture ont été considérablement réduits au cours des 20 dernières années. Le continent compte plus de 50 % des terres arables inexploitées du monde et dépense pourtant plus de 35 milliards de dollars en importations de produits alimentaires.

103. Le Maroc a souscrit au Programme spécial de la FAO pour la sécurité alimentaire et a mis à disposition des pays africains près de 100 experts dans les domaines de la gestion de l'eau, de l'intensification des systèmes agricoles durables, de la diversification de la production, de l'élevage et de la pêche artisanale. Conjointement à la FAO, le Maroc a également pris des mesures en vue de créer un fonds d'affectation spéciale auquel il a contribué à hauteur de plus d'un million de dollars. Ce fonds a été utilisé pour aider les pays africains à augmenter durablement leur productivité agricole, à améliorer la sécurité alimentaire, à renforcer la résilience aux menaces et à améliorer la gestion des ressources naturelles.

104. Le Gouvernement marocain renouvelle son appel à la création d'un marché agricole commun africain en vue de réduire la dépendance alimentaire et de fournir une plateforme d'approvisionnement du continent. Le Maroc a entamé des projets de coopération agricole avec d'autres pays africains qui souhaitent bénéficier d'un retour d'information sur le Plan Maroc vert, une stratégie environnementale axée sur la modernisation de l'agriculture et le développement inclusif de l'agriculture familiale. Son initiative pour l'Adaptation de l'agriculture africaine aux changements climatiques

de 2016, qui vise à réduire la vulnérabilité aux changements climatiques, sera essentielle à l'heure de déterminer l'approche scientifique aux politiques réalistes qui bénéficie aux agriculteurs africains.

105. Le Maroc a mis en œuvre une série de projets afin de continuer à améliorer la sécurité alimentaire et le développement rural en Afrique, y compris la fourniture d'engrais bon marché aux petits exploitants agricoles, et a instauré un programme de coopération Sud-Sud avec la FAO pour 2014-2020 afin d'aider d'autres pays africains.

106. **M^{me} Boechat de Almeida** (Brésil) dit qu'au cours du Forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2017, il a été conclu que les cibles de l'objectif de développement durable n° 2 ne seraient probablement pas atteintes au vu du rythme de mise en œuvre actuel. Cette conclusion doit être considérée comme un appel urgent à l'action dans les années à venir. La délégation brésilienne se félicite de la proclamation de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028).

107. Le Programme d'action d'Addis-Abeba a mis en exergue les moyens nécessaires pour lutter contre la faim et la malnutrition. Cependant, leur mise en œuvre dépendra des ressources à disposition pour financer les engagements. Il est crucial de développer les investissements dans l'agriculture et les régions rurales, au moyen notamment de la coopération internationale, afin de développer la capacité productive des pays en développement, en particulier dans les exploitations agricoles familiales. Par ailleurs, il faut limiter les subventions agricoles massives accordées dans les pays riches, dans la mesure où elles faussent les marchés internationaux de produits alimentaires et menacent directement le développement d'un secteur agricole solide dans les pays en développement.

108. Les objectifs de développement durable n° 1 et 2 sont intrinsèquement liés. L'expérience du Brésil a montré que des mesures de protection sociales, conjuguées à un développement agricole et rural à plus grande échelle où l'accent est mis sur les besoins des petits exploitants agricoles et des agricultrices, peuvent contribuer à briser le cycle de la pauvreté. Le Brésil soutient la proposition de proclamer le 7 juin Journée internationale de la sécurité alimentaire des aliments, étant donné que la sécurité sanitaire des aliments touche particulièrement les enfants et les populations exposées à la faim et à l'extrême pauvreté.

109. **M. Gayito** (Éthiopie) dit que les conflits, les sécheresses et les changements climatiques sont au nombre des principaux facteurs qui contribuent à inverser les progrès accomplis dans la lutte contre la

faim à travers le monde. Il est profondément troublant de savoir que la faim ne sera pas éliminée d'ici à 2030 si les tendances actuelles se poursuivent. Il est nécessaire d'augmenter les investissements agricoles et d'apporter un appui international global en matière de financement, de technologie et de renforcement des capacités pour redynamiser et accélérer les efforts faits en faveur de l'agriculture durable, de la nutrition et de l'élimination de la faim. L'Éthiopie appelle ses partenaires bilatéraux et multilatéraux de développement à appuyer les mesures de développement agricole et rural au niveau national.

110. L'Éthiopie suit une stratégie de développement globale qui accorde une place centrale à la production et à la productivité agricoles. Le Gouvernement éthiopien a poursuivi la mise en œuvre d'un ensemble global de mesures de développement rural par l'élargissement des services de vulgarisation agricole, la garantie d'une participation communautaire plus large axée sur les petits exploitants agricoles, le renforcement des pratiques réussies et l'introduction de nouveaux outils politiques. Au cours des années à venir, priorité sera accordée à la modernisation du secteur agricole. L'Éthiopie continue de mettre en œuvre ses engagements mondiaux et régionaux de lutte contre la malnutrition et est parvenue à réduire significativement le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance. En collaboration avec ses partenaires de développement, l'Éthiopie a également mis en place des mesures de sécurité alimentaire pour remédier à l'insécurité alimentaire.

111. Afin d'atténuer les effets néfastes des changements climatiques et de s'y adapter, le Gouvernement éthiopien promeut une agriculture verte capable de résister aux changements climatiques et a mobilisé les communautés locales dans des activités de conservation et de gestion des ressources naturelles, telles que le développement forestier et la préservation des sols et des eaux. Son programme de protection sociale fondé sur des activités productives a également enregistré un succès significatif dans la création d'actifs pour les communautés les plus vulnérables. L'Éthiopie continue de prendre des mesures pour renforcer la résilience et la préparation aux catastrophes et pour garantir la sécurité alimentaire. La résolution des situations d'urgence avec l'appui des partenaires de développement restera une priorité. M. Gayito appelle les partenaires de développement à continuer de soutenir les États Membres dans la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028), conformément aux priorités de développement nationales.

112. **M. Musonda** (Zambie) dit qu'à l'évidence, le monde n'est pas en voie d'éliminer la faim et la malnutrition d'ici à 2030. Au contraire, le nombre de personnes souffrant de la faim ou de l'insécurité alimentaire a augmenté, en particulier dans les pays touchés par les conflits et les crises. Dans de nombreuses régions, les menaces à la sécurité alimentaire dues aux changements climatiques et à l'instabilité politique entravent les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable. La communauté internationale doit s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition en rendant les moyens de subsistance de la population plus robustes et en promouvant des systèmes alimentaires durables grâce à des politiques agricoles inclusives. Il convient d'établir un lien entre les interventions à court terme pour faire face aux crises humanitaires et les initiatives de développement à long terme.

113. Pour mettre fin aux travaux agricoles intensifs, nocifs pour la santé et inacceptables effectués à l'aide de techniques ou d'équipements dépassés, le Gouvernement zambien met en œuvre des projets visant à favoriser le développement agricole et les chaînes d'approvisionnement grâce à l'autonomisation économique des femmes, qui représentent 70 % des petits exploitants agricoles et aident à nourrir la population croissante. La distribution, à ce jour, de 71 tracteurs et de 94 motoculteurs a augmenté la production et les revenus des femmes concernées et de leurs familles. La distribution de telles machines et technologies doit être promue et appuyée afin d'autonomiser les femmes et de réduire les complications de santé liées au travail manuel.

114. La sous-alimentation est endémique dans de nombreuses parties de la Zambie et représente une grave menace pour le développement cognitif et le bien-être de nombreuses personnes. Afin de veiller à la productivité de la main-d'œuvre et à la santé de la population, le Gouvernement zambien a mis en place des mesures visant à prévenir les carences en oligoéléments et à améliorer la sécurité alimentaire au niveau des ménages et au niveau national. Il a également accordé la priorité à la réforme législative et aux recherches en matière d'alimentation et de nutrition afin de veiller à ce que les normes nationales soient respectées et remédie aux contraintes structurelles qui limitent l'accès aux ressources en eau, aux intrants, aux finances, aux services de vulgarisation agricole et aux marchés. La Zambie accueillerait favorablement une redynamisation des partenariats pour renforcer ces efforts.

La séance est levée à 13 heures.